

PRÉFECTURE DU HAUT-RHIN

68020 COLMAR - 7, RUE BRUAT - ☎ 89.24.70.00

DIRECTION DES AFFAIRES DÉCENTRALISÉES

Colmar, le

Bureau des Installations Classées

JMG/AB

A R R E T E

N° **98927** du **19 AOUT 1992** portant
prescriptions complémentaires à la Société BIMA 83 à CERNAY

LE PREFET DU HAUT-RHIN

Chevalier de la Légion d'Honneur

Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi susvisée et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, et notamment son article 18 ;
- VU l'exploitation par la Société BIMA 83, rue des Vignes à CERNAY d'une usine de produits de synthèse chimique ;
- VU le rapport du 4 mai 1992 de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargée de l'inspection des Installations Classées ;
- VU l'avis du 25 juin 1992 du Conseil Départemental d'Hygiène ;
- Considérant qu'il y a lieu pour la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 d'imposer des prescriptions complémentaires à la Société BIMA 83 ;
- SUR proposition de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

.../...

A R R E T E

I. - GENERALITES

I.1. - Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté s'appliqueront aux installations exploitées par la société BIMA 83, dont le siège social est situé 9 rue Petit 92100 CLICHY, sur le site 1 rue des Vignes 68700 CERNAY.

La présente autorisation d'exploiter vise les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

	rubrique	régime	quantité
- Acide sulfurique fumant, oléum, chlorhydrique, sulfurique (<i>dépôts de</i>) 1e) la quantité emmagasinée étant supérieure ou égale à 15 t	31/1er	A	- Oléum : réservoir 37 t (20 m ³) - acide chlorosulfonique : 1 réservoir 53 t (30 m ³)
- matières colorantes (<i>fabrication de</i>), la capacité de production étant : 1e) supérieure à 100 t/an	270 Y	A	Capacité maximale de fabrication de colorants organiques de synthèse 930 tonnes/an

Installations soumises à déclaration

<p>- Combustion B) lorsque les produits consommés seuls ou en mélange, autres que le gaz naturel ont une teneur en soufre rapportée au PCI inférieure à 1 g/MJ 2) si la puissance maximale de l'installation est comprise entre 4 et 10 MW</p>	153/bis/2	D	2 chaudières mixtes fioul lourd - gaz naturel 2 x 2,122 MW
<p>- liquides inflammables (dépôts de) B) liquides inflammables de 1ère catégorie - point d'éclair inférieur à 55°C et ne répondant pas à la définition des liquides particulièrement inflammables Capacité nominale comprise entre 10 et 100 m³</p>	253B	D	2 réservoirs d'alcool isopropylique 30 m³ et 15 m³ + un réservoir de dénaturant de 2,3 m³ + stockage de fûts de 52,7 m³ maximum (soit 263 fûts)
<p>- liquides inflammables (installations de mélange, de traitement ou d'emploi de) C) Installations de mélange de traitement ou d'emploi à chaud, avec apport de calories par un moyen quelconque, sans possibilité de mélange avec l'air, un gaz comburant ou carburant La quantité présente dans l'atelier étant supérieure à 0,5 m³ mais inférieure à 5 m³</p>	261/C	D	quantité maximale présente de : capacité de 2,54m³

Installations soumises à déclaration

liquides inflammables (installations de mélange, de traitement ou d'emploi) A) Installation de simple mélange à froid, la quantité de liquides inflammables étant comprise entre 5 m ³ et 50 m ³	261/A	D	quantité présente de : 11,7 m ³ au total en 4 réservoirs
--	-------	---	--

Installations non soumises à une rubrique ou se situant en dessous du seuil inférieur de celle-ci.

- * réservoir de stockage de guanidines substituées - capacité : 30 m³ + 30 m³
- * réservoir de stockage d'ammoniaque à 27 % - capacité : 30 m³
- * réservoir de stockage de lessive de soude - capacité : 50 m³
- * réservoir de stockage de fioul lourd - 50 m³
- * réservoirs de stockage d'acide chlorhydrique concentré 30 m³ + 5 m³
- * réservoir de stockage d'acide sulfurique à 96 % - 6 m³
- * réservoirs de stockage d'eaux résiduaires avant et après traitement 585 m³ (8 réservoirs)
- * stockage de fûts contenant des produits inflammables à point d'éclair supérieur à 100° C.

Ces fûts doivent être stockés à plus de 15 mètres de la cuvette des fûts dont le point d'éclair est inférieur à 55°C sinon ils doivent être comptabilisés avec ceux-ci.
- * atelier pilote de fabrication d'encre à partir de solvants d'un point d'éclair supérieur à 100°C - capacité dans l'atelier : 3,5 m³
- * atelier de fabrication des colorants liquides - capacité dans l'atelier : 5,4 m³
- * broyage, concassage, mélange de produits organiques : puissance installée : 22,5 kW.

La fabrication de colorants mettant en oeuvre des réactions de nitration est interdite sur le site.

La fabrication de colorants nécessitant la mise en oeuvre de procédés chimiques (réactions chimiques) autres que ceux mentionnés dans la liste remise à l'Inspection des Installations Classées devra être en préalable portée à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Il en sera de même au cas où l'on utiliserait des matières ayant des caractéristiques notablement différentes de celles actuelles, au sens de l'impact sur les rejets dans l'eau, dans l'air et sur la sécurité.

I.2. - Conformité aux plans et données techniques

Les installations et leurs annexes seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation sauf dispositions contraires du présent arrêté.

I.3. - Mise en service

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

I.4. - Accident - Incident

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspecteur des Installations Classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournira à l'Inspecteur des Installations Classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en oeuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

I.5. - Modification - extension

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

I.6. - Abandon de l'exploitation

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant devra en informer le Préfet dans le mois qui suit cette cessation.

Lors de l'arrêt de l'installation, l'exploitant devra remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

I.7. - Abrogation des dispositions antérieures

Les dispositions contenues dans les arrêtés cités ci-dessous sont abrogées :

- Arrêté du 5 février 1955 concernant la société SEPPIC (autorisation initiale)
- Arrêté du 4 septembre 1959 concernant la société SINTEC (fabrication de desherbant)
- Arrêté du 18 février 1959 concernant la société SINTEC (atelier de broyage)
- Arrêté du 28 juillet 1960 concernant la société SINTEC (dépôt et utilisation de phosgène)
- Arrêté du 5 juillet 1963 concernant la société SINTEC (prescriptions complémentaires bruits)
- Arrêté n° 71 016 du 12 Juillet 1982 autorisant le stockage d'Oléum et d'acide chlorosulfonique chez Seppic Cernay.

II. - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

II.1. - Principes généraux

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

Les systèmes de captation devront être conçus et réalisés de manière à optimiser la captation des gaz, vapeurs, vésicules et particules émis par rapport au débit d'aspiration.

Les effluents ainsi aspirés devront être traités au moyen des meilleures technologies disponibles (laveurs, dépoussiéreurs, dévésiculeurs, filtres...). Le cas échéant des systèmes séparatifs de captation et de traitement seront réalisés pour empêcher le mélange de produits incompatibles.

II.2. Conduits d'évacuation

Les conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère devront être dimensionnés en hauteur et section conformément aux règles qui leur sont propres.

Leur forme, notamment dans la partie la plus proche du débouché devra être conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents. Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées.

II.3. - Conditions de rejets

Les émissions en provenance des réacteurs de fabrication (complexe organique de chrome, colorants), de formulation des colorants devront respecter les normes suivantes :

	concentration	flux horaire maximum
chrome total	1 mg/Nm ³	1,1 g/h
dont chrome VI	0,1 mg/Nm ³	0,11 g/h
acide chlorhydrique	100 mg/Nm ³ (en Hcl)	110 g/h
substances organiques	100 mg/Nm ³ (en équivalent méthane)	180 g/h
oxydes de soufre	100 mg/Nm ³ (en équivalent SO ₂)	180 g/h

Les émissions en provenance des dépoussiéreurs des installations manipulant des produits solides devront respecter la norme de concentration de 50 mg/Nm³.

III. - PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX

III.1 - Prélèvements d'eau

L'exploitant tiendra à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables et notamment à l'occasion de remplacement de matériel à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement. Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés.

Afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau potable, le réseau d'eau industrielle sera distinct du réseau d'eau potable et son branchement sur le réseau d'alimentation sera muni d'un disconnecteur à zone de pression réduite contrôlable.

III.2. - Collecte des effluents liquides

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques.

Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un plan du réseau d'égout faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchement, les points de rejet sera établi, régulièrement tenu à jour et mis à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.

Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

III.3. - Aménagements pour prévenir les pollutions accidentelles

III.3.1. Egouts et canalisations

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des eaux polluées ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Les canalisations de transport de fluides dangereux seront étanches. Elles seront placées dans des endroits visibles et accessibles. Les conduites non aériennes seront pourvues de capacité de rétention.

Les matériaux utilisés pour la réalisation et le dimensionnement de ces aménagements devront en permettre une bonne conservation dans le temps pour résister aux agressions mécaniques, physiques, chimiques...

III.3.2. Capacités de rétention

Toute unité (réservoirs) susceptible de contenir des liquides inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel par référence à l'étiquetage des produits chimiques devra être associée à une capacité de rétention étanche dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé
- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Il en sera de même pour les réacteurs susceptibles de contenir du chrome (chrome III, chrome VI).

Les cuvettes de rétention seront conçues pour résister à la poussée et à l'action corrosive des liquides éventuellement répandus. Lorsqu'elles sont associées à des stockages de liquides inflammables, elles devront présenter une stabilité au feu de degré 4 heures.

Elles seront correctement entretenues et débarrassées des eaux météoriques pouvant les encombrer. Elles ne comporteront aucun moyen de vidange par simple gravité dans les égouts ou le milieu récepteur.

Pour les fûts (matières premières, produits finis, déchets) les dispositions ci-dessous devront être effectives dans un délai de deux ans suivant notification de l'arrêté : cuvette de rétention étanche, avec point bas déporté de capacité 1 m³.

III.3.3. Confinement des eaux d'extinction d'incendie

Les eaux d'extinction d'un éventuel incendie devront pouvoir être confinées dans un volume étanche de dimensions appropriées.

Sous un délai de 1 an suivant notification de l'arrêté, l'exploitant transmettra à l'Inspecteur des Installations Classées une étude évaluant la capacité de rétention nécessaire en cas d'incendie en tenant compte de la susceptibilité de pollution de ces eaux, les possibilités techniques de réalisation et le coût financier.

III.3.4. Postes de chargement ou de déchargement

Les aires où s'opèrent des chargements ou des déchargements de tels liquides (inflammables, toxiques ou nocifs pour le milieu naturel) seront étanches et conçues pour recueillir tout débordement accidentel ou égouttures.

III.4. - Conditions de rejets des effluents produits par l'établissement

III.4.1. Dispositions générales

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas de fonctionnement normal ou anormal des installations, de rejets directs ou indirects de liquides dangereux ou insalubres susceptibles d'incommoder le voisinage, de porter atteinte à la santé publique ainsi qu'à la conservation de la faune et de la flore, de nuire à la conservation des constructions et des réseaux d'assainissement, de dégager en égout, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables.

Tout rejet d'eau de quelque nature que ce soit dans des puits perdus est interdit.

III.4.2. Réglementation applicable

A défaut d'autres prescriptions du présent arrêté, les rejets des installations seront soumis aux dispositions de l'instruction relative aux rejets des eaux résiduaires.

III.4.3. Eaux pluviales

Les eaux pluviales seront rejetées dans le collecteur de la ville.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées :

- eaux de ruissellement des aires de chargement seront collectées et subiront un traitement avant leur rejet (décanteur) dans le collecteur de la ville.

Le rejet des eaux pluviales de ruissellement des cuvettes et des aires de chargement dans le collecteur n'est acceptable que si celles-ci ont été au préalable débarrassées de toute épandage éventuel de produit susceptible de nuire au fonctionnement de la station communale.

III.4.4. Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires seront collectées et évacuées vers la station d'épuration des eaux de la ville de Cernay.

III.4.5. Faux de refroidissement

Les installations de refroidissement seront en circuit semi-ouvert, l'eau de refroidissement des réacteurs circulant en double enveloppe.

Les purges de ce circuit seront considérées comme susceptibles d'être polluées et transiteront dans un collecteur où une mesure de conductivité sera réalisée en continu pour détecter toute défaillance avant rejet vers le réseau.

III.4.6. Rejets des effluents industriels et assimilés

Ces effluents devront respecter les normes suivantes avant rejet vers la station de Cernay :

- pH compris entre 5,5 et 8,5
- température inférieure à 30° C.

- 1) Les volumes rejetés devront être en toutes circonstances inférieurs à valeur suivante :

volume en m ³	sur 24 heures consécutives
	260

- 2) les concentrations seront inférieures en toutes circonstances à :

	normes de mesure	concentration sur 2 heures consécutives	sur 24 heures consécutives
MES	NFT 90105	50 mg/l	40 mg/l
COT		1 200 mg/l	1 200 mg/l
Chrome Total	NFT 90112	2 mg/l	1 mg/l
dont chrome VI	NFT 90112	0,1 mg/l	0,1 mg/l
cuivre total *	NFT 90112	5 mg/l	4,5 mg/l

.../...

phénols	1 mg/l	1 mg/l
NH ₄ ⁺	30 mg/l	30 mg/l

** sous un délai de deux ans suivant notification de l'arrêté préfectoral les normes pour le cuivre total seront :*

2 mg/l 2 mg/l.

3) les flux seront inférieurs en toutes circonstances à :

flux sur 24 heures consécutives

MES	10,4 kg/j
COT	312 kg/j
Chrome total	260 g/j
dont	
chrome VI	26 g/j
cuivre total	1,17 kg/j (*)
phénols	26 g/j
ions NH ₄ ⁺	7,8 kg/j.

(*) sous un délai de deux ans suivant notification de l'arrêté préfectoral le rejet de cuivre total devra être inférieur ou égal à : 520 g/j.

4) le flux journalier de cuivre total calculé en moyenne mensuelle ne devra pas dépasser 390 g/jour.

.../...

III.5. - Prévention de la pollution des eaux souterraines

La qualité des eaux souterraines en aval de l'installation sera contrôlée par un ou plusieurs piézomètre(s).

Son (leurs) emplacement(s) et ses (leurs) caractéristiques seront définis par une étude hydrogéologique qui examinera également si le puits central peut être utilisé à ce titre.

Cet (ces) ouvrage(s) devra(ont) être réalisé(s) dans les 6 mois suivant notification de l'arrêté.

IV - PREVENTION DE LA POLLUTION PAR LES DECHETS

IV.1. - Principes généraux

L'exploitant s'attachera à réduire le flux de production de déchet de son établissement. Il organisera par consigne la collecte et l'élimination de ces différents déchets en respectant les dispositions réglementaires en vigueur (loi n° 75 633 du 15 juillet 1975 et ses textes d'application) ainsi que les prescriptions du présent arrêté.

IV.2. - Caractérisation des déchets

L'exploitant mettra en place à l'intérieur de son établissement une collecte sélective de manière à séparer les différentes catégories de déchets :

- les déchets banals composés de papiers, bois, cartons... non souillés peuvent être traités comme les ordures ménagères ;

- les déchets industriels spéciaux dont la nature physicochimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement doivent faire l'objet de traitements particuliers garantissant tout risque de pollution.

IV.3 - Stockage interne

Le stockage provisoire des déchets dans l'établissement se fera dans des installations convenablement entretenues et dont la conception et l'exploitation garantiront la prévention des pollutions et des risques. Toute mise en dépôt à titre définitif de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

IV.4. - Elimination - valorisation

- 4.1. Le recyclage des déchets en fabrication devra être aussi poussé que techniquement et économiquement possible. La valorisation des déchets tels que le bois, papier, carton, verre... devra être prioritairement retenue.
- 4.2. Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite
- 4.3. L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée par une entreprise spécialisée, régulièrement autorisée à cet effet au titre de la loi n° 76663 du 19 juillet 1976.
- 4.4. Chaque lot de déchets spéciaux, expédié vers l'éliminateur devra être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 relatif au contrôle des circuits d'élimination des déchets générateurs de nuisances.
- 4.5. Les huiles usagées seront éliminées conformément au décret n°79981 du 21 novembre 1979 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.
- 4.6. Seront en particulier considérés comme déchets spéciaux, les effluents et résidus de lavage de l'unité de fabrication de chrome complexes organiques, ainsi que les fûts, les autres contenants de produits et les résidus non recyclables de l'unité de traitement des effluents chargés en cuivre.

V. - PREVENTION CONTRE LE BRUIT ET LES VIBRATIONS

V.1. - Principes généraux

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que le fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis par les installations relevant de la loi sur les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées lui sont applicables.

V.2. - Insonorisation des engins de chantier

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier, utilisés à l'intérieur de l'établissement, devront être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier les engins de chantier seront d'un type homologué, à titre du décret du 18 avril 1969.

V.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou à signalement d'incidents graves ou d'accidents.

V.4. - Niveaux acoustiques

Les niveaux limites admissibles de bruit ne devront pas excéder du fait de l'établissement les seuils fixés dans le tableau ci-dessous.

Emplacement	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)		
	Jour 7h à 20 h	Périodes intermédiaires 6h à 7h - 20h à 22h dimanches et jours fériés	Nuit 22h à 6h
En limite de de propriété	60	55	50

VI. - DISPOSITIONS RELATIVES A LA SECURITE

VI.1. - Dispositions générales

Afin d'en contrôler l'accès, l'établissement sera entièrement clôturé. Une surveillance de l'établissement sera assurée soit par un gardiennage soit par des rondes de surveillance ou par tout autre moyen présentant des garanties équivalentes.

VI.2. - Définition des zones de dangers

L'exploitant déterminera les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Les zones à risque incendie sont constituées de volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement.

Les zones de risque d'explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en oeuvre ou stockées.

L'interdiction de fumer et de feux nus devra être affichée à l'entrée de ces zones.

VI.3. - Conception générale de l'installation

Les bâtiments, locaux, appareils seront conçus, disposés et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un sinistre. En particulier les mesures suivantes seront retenues :

- 3.1. Accès, voies et aires de circulation : à l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitation fixera les règles de circulation applicables à l'intérieur de son établissement.

Les bâtiments et dépôts seront accessibles facilement par les services de secours qui devront pouvoir faire évoluer sans difficultés leurs engins.

VI.4. - Mesures constructives

Les éléments de constructions des bâtiments et locaux présenteront des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu ; couverture, sols et planchers hauts incombustibles ; portes pare flamme...) adaptées aux risques encourus, dans les zones à risque d'incendie, d'explosion.

Les locaux construits avant la date de notification de l'arrêté gardent leurs caractéristiques d'origine, sauf dispositions spécifiques du chapitre VII.

Les installations électriques seront conformes aux réglementations en vigueur. Elles seront entretenues en bon état et périodiquement contrôlées. Le dossier prévu à l'article 55 du décret 88 1056 du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques sera tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion est également applicable.

Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. Les règles d'installations des paratonnerres sont définies par la norme NFC 17100 homologuée du 5 janvier 1987.

VI.5. - Exploitation

Toutes substances ou préparations dangereuses sont soumises aux prescriptions réglementaires d'étiquetage et d'emballage. Ces dispositions devront être clairement apparentes.

Un plan de situation dans l'établissement des différentes zones de stockage de produits avec indication des types de produits pouvant y être stockés et évaluation de la capacité disponible en stockage sera établi. Il sera tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées et des Services de Secours et d'Incendie, ainsi que les fiches de risques des produits.

VI.6. - Sécurité des procédés

6.1. Procédés chimiques :

L'exploitant établira la liste de tous les procédés chimiques mis en oeuvre dans l'établissement.

Chacun d'eux fera l'objet d'un examen systématique sur la base d'un ensemble de critères permettant d'apprécier leurs risques potentiels pour l'environnement et la sécurité.

6.2. Echéancier :

La liste de tous les procédés chimiques est communiquée à l'Inspecteur des Installations Classées.

Les conclusions de l'examen systématique et les critères d'appréciation des risques seront communiqués à l'inspecteur des Installations Classées dans un délai de un an.

VI.7. - Moyens de lutte contre l'incendie

L'installation sera pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux réglementations en vigueur, en particulier :

- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux et adaptés aux produits stockés ou manipulés ;
- d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau devra pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;

Tous ces équipements ainsi que les organes de mise en sécurité des installations comme les vannes de coupure des différents fluides (électricité, gaz,...) seront bien matérialisés et facilement accessibles.

VI.8. - Consignes d'exploitation

L'exploitant établira les consignes générales d'exploitation du site. Ces consignes fixeront le comportement à observer dans l'enceinte de l'usine par tout le personnel et les personnes présentes (visiteurs, personnels d'entreprises extérieures...). L'exploitant s'assurera fréquemment de la bonne connaissance de ces consignes par son personnel, il s'assurera également que celles-ci ont bien été communiquées en tant que de besoin aux personnes extérieures venant à être présentes sur le site.

En outre :

- les opérations mettant en jeu des réactions ou des manipulations de produits dangereux (en particulier de complexes organiques de chrome - le stockage, la manutention et l'utilisation d'oléum et chlorhydrique sulfurique - les réactions de diazotation et copulation -) feront l'objet de fiches de suivi. Celles-ci comporteront la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, ou en période d'arrêt ;
- toutes les consignes de sécurité que le personnel doit respecter, en particulier pour la mise en oeuvre des moyens d'intervention, l'évacuation et l'appel aux secours extérieurs seront affichées.

Ces consignes seront compatibles avec le plan d'intervention des secours extérieurs éventuellement établi conjointement avec la Direction départementale des services d'incendie et de secours.

Le personnel sera formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en oeuvre ces consignes devront avoir lieu tous les 6 mois, les observations auxquelles ils pourront avoir donné lieu seront consignées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

VI.9. - Prévention

Dans les zones à risque d'incendie, d'explosion, les feux nus sont interdits ainsi que tous les appareils susceptibles de produire des étincelles.

Les travaux nécessitant la mise en oeuvre de flamme ou d'appareils visés ci-dessus, dans ces zones ne pourront être entrepris qu'après signature d'un permis de feu par l'exploitant ou par la personne nommément désignée.

Ces travaux ne pourront être réalisés qu'en respectant les règles établies par l'exploitant dans une consigne particulière précisant les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à disposition des agents effectuant les travaux ainsi que les moyens de contrôle de l'atmosphère.

VI.10 - Plan d'intervention

L'exploitant établira un plan interne d'intervention précisant notamment l'organisation, les effectifs affectés, le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement, les moyens de liaison avec les services d'incendie et de secours.

VII - DISPOSITIONS PARTICULIERES

Les installations visées ci-dessous font l'objet de prescriptions complémentaires aux dispositions générales énoncées dans le corps de cet arrêté auxquelles il convient de se référer également.

VII.1. - Prescriptions particulières relative au dépôt de chlorhydrine sulfurique et d'oléum

Conception :

- 1.1. Les réservoirs, d'une capacité nominale de 30 m³, seront réalisés en acier vitrifié.

En ce qui concerne le réservoir de chlorhydrine sulfurique, il n'y aura ni point bas, ni vanne de vidange.

Les réservoirs ne sont pas équipés de niveau en verre.

- 1.2. Les citernes seront munies d'un niveau haut avec alarme et couplage avec la pompe de dépotage.

- 1.3. Les réservoirs seront implantés dans des cuvettes de rétention d'un volume au moins égal à celui de chaque réservoir.

Ces cuvettes seront recouvertes d'un enduit protecteur de béton résistant aux acides.

- 1.4. Les cuvettes de rétention seront équipées d'une double échelle afin d'en faciliter l'accès.

- 1.5. La distance entre les parois des cuvettes de rétention et les réservoirs sera suffisante pour permettre des examens visuels des réservoirs.

- 1.6. Il sera procédé périodiquement à l'examen extérieur des parois des réservoirs.

Ces examens seront effectués avant chaque opération de remplissage du réservoir.

Les dates des vérifications effectuées et leurs résultats seront consignés sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

- 1.7. Les systèmes de respiration des réservoirs devront être équipés d'une colonne de barrage ou d'un appareillage équivalent en vue d'éviter l'émission de vapeur d'oxyde de soufre, d'acide chlorhydrique à l'atmosphère.

Les dispositifs mis en place pour faire pénétrer l'air dans les réservoirs au moment de la vidange seront réalisés de manière à empêcher l'entrée de la vapeur atmosphérique. Ils auront un débit suffisant pour qu'il ne résulte pas de dépression anormale à l'intérieur des réservoirs.

- 1.8. Les citernes seront équipées d'une passerelle avec garde-corps et échelle, afin de faciliter les contrôles des vannes et tuyauteries situées en partie supérieure.
- 1.9. Les réservoirs seront mis à la terre conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.
- 1.10. Les pompes de dépotage, les brides et les vannes seront implantées dans les cuvettes de rétention..
- 1.11. Il sera installé au-dessus des stockages une toiture destinée à éviter que les eaux météoriques ruissellent dans les cuvettes de rétention, dans un délai de deux ans suivant notification de l'arrêté.

Dépotage :

- 1.12. Les opérations de dépotage s'effectueront par aspiration. Les pompes utilisées pour ces opérations seront de type auto-amorçant, à rotor noyé. Les installations de dépotage seront équipées de bras sur la phase liquide.
- 1.13. Tout dépotage sera précédé d'un jaugeage afin de s'assurer que le volume à dépoter puisse être contenu dans la citerne, l'information devra être disponible par deux chaînes de mesures indépendantes.
- 1.14. L'aire de stationnement des camions en dépotage sera bétonnée et réalisée de manière à canaliser vers un point bas les éventuelles égouttures.

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir de déversement dans les égouts.

La position normale d'un camion en dépotage sera matérialisée au sol.

1.15. Avant dépotage, les véhicules seront mis à la terre ; cette opération ne devra pas nécessiter l'utilisation d'outillage.

1.16. Lors des opérations de dépotage, la circulation des véhicules sera interdite à proximité du dépôt.

Cette interdiction pourra être matérialisée à l'aide de banderoles.

1.17. Les diverses commandes des pompes de dépotage seront regroupées dans une cabine vitrée.

1.18. Les personnes effectuant les dépotages seront nommément désignées. Elles seront spécialement entraînées à ces manoeuvres.

Des consignes écrites préciseront les diverses manoeuvres à effectuer et la conduite à tenir en cas d'incident.

1.19. Le personnel disposera d'équipements de protection (combinaison étanche dans les parties hautes du corps, gants, lunettes, chaussures spéciales, masques,...).

1.20. Une douche de sécurité à grand débit, utilisable quelles que soient les conditions atmosphériques, sera installée à proximité du dépotage.

1.21. Une procédure de vérification périodique du matériel sera mise en place.

1.22. Un plan de circulation des camions-citernes sera établi.

Des dispositifs de sécurité (glissières, rebords,...) seront installés près des points sensibles (traitement des guanidines,...).

Transferts des produits vers les ateliers :

1.23. L'installation des dépôts et des canalisations d'amenée des produits dans les ateliers sera réalisée par une entreprise qualifiée.

Les soudures seront effectuées par des soudeurs qualifiés.

1.24. Les brides seront protégées par des coquilles.

1.25. Avant mise en service, l'installation sera testée à l'air comprimé.

- 1.26. Les canalisations seront repérées par les couleurs conventionnelles ou des indications indélébiles.
- 1.27. La hauteur maximale sous rack sera clairement indiquée.

Sécurité :

- 1.28. Les noms et numéro de classification des produits seront inscrits lisiblement sur les citernes de stockage.
- 1.29. L'interdiction de projection d'eau sur les produits sera affichée clairement, ainsi que les autres consignes de sécurité.
- 1.30. A proximité des installations, à un emplacement clairement indiqué et reporté sur les plans d'intervention des sapeurs-pompiers, on trouvera une tenue étanche et résistante aux acides, un appareil respiratoire isolant et des produits neutralisants en quantité suffisante.

VII.2. - Unité de fabrication de complexes organiques de chrome

- 2.1. La zone réactionnelle contenant l'alcool isopropylique sera séparée du reste des installations par un mur coupe-feu degré 2 heures autostable.
- 2.2. Les matériels contenant l'alcool isopropylique seront chauffés uniquement par double enveloppe au moyen de la vapeur, la température maximale à l'intérieur de ceux-ci étant limitée à 90°C.

La température à l'intérieur du réacteur sera contrôlée en continu avec seuil haut et alarme.

Les opérations réalisées avec l'alcool isopropylique se feront sous atmosphère neutre d'azote. Un balayage à l'azote de durée prédéterminée sera réalisé avant introduction de l'intermédiaire dans le réacteur contenant l'alcool isopropylique ; en outre une écurité interdira son introduction en cas d'insuffisance du débit d'azote. Le débit et la quantité d'intermédiaire introduite dans le réacteur devront être limités par la structure même du matériel mis en place dans l'unité.

Le réacteur devra être équipé de soupape d'expansion ou d'un disque de rupture dimensionné pour évacuer les gaz produits en cas de feu sous le réacteur.

- 2.3. Les effluents susceptibles de contenir du chrome VI seront collectés vers un réservoir prévu à cet effet en attente de traitement ou d'enlèvement avec mesure de niveau haut et seuil d'alarme.
- 2.4. L'alcool isopropylique et la chlorhydrine sulfurique devront transiter par des jaugeurs avant envoi vers le réacteur.
- 2.5. Le réacteur concourant à la fabrication de l'intermédiaire des complexes de chrome organique ainsi que ses annexes où il y a présence de composés à base de chrome devront être équipés d'un système de captation envoyant les gaz vers une unité de traitement, de type laveur dévésiculeur ou équivalent.

Ce système de lavage des gaz extraits de l'installation sera équipé de détecteurs avec alarme signalant le non fonctionnement de celui-ci (arrêt de circulation du liquide en particulier).

Cet ensemble de captation et de traitement devra être correctement dimensionné pour pouvoir faire face à des émissions liées à des emballements réactionnels et devra être conçu pour garantir au rejet les valeurs mentionnées à l'article II.3.

Lors des phases d'arrêt avec ouverture du réacteur un balayage de la phase gaz du réacteur devra être effectué avec passage au travers du système de traitement, ainsi qu'une injection d'eau pour dissoudre les vapeurs.

- 2.6. Les dispositions, des 2ème et 3ème alinéa du paragraphe 2.2., du paragraphe 2.3. devront être respectées dans un délai d'un an suivant notification de l'arrêt.

VII.3. - Unités de fabrication de matières colorantes

- 3.1. Les capacités recevant de l'oléum seront équipées de mesures redondantes des quantités présentes dans celles-ci avec seuil d'alarme. Cette disposition devra être effective dans un délai d'un an suivant notification de l'arrêt.
- 3.2. Les réactions chimiques de diozotation-copulation devront être réalisées en milieu aqueux avec dilution des charges réactives, l'eau étant introduite en premier dans les cuves.

Les solutions de composé de diazonium devront être fabriquées et utilisées au fil du processus chimique, sans stockage intermédiaire.

- 3.3. Les deux réacteurs de sulfonation des matières colorantes seront équipés chacun d'un système de captation et de traitement des gaz émis au cours des opérations dans ceux-ci.

Lors des phases d'arrêt avec ouverture des réacteurs mentionnés ci-dessus, un balayage de la phase gaz du réacteur devra être effectué avec passage au travers du système de traitement des gaz, ou une dissolution des gaz par aspersion d'eau, avant ouverture.

Les systèmes de captation et de traitement devront être correctement dimensionnés pour pouvoir faire face à des émissions liées à des emballements réactionnels et devront être conçus pour garantir au rejet les valeurs mentionnées à l'article II.3.

Ces systèmes devront être équipés de détecteurs avec alarme en vue de signaler leur non fonctionnement (arrêt de circulation du liquide en particulier).

- 3.4. Les installations manipulant des produits solides en vrac devront être équipées de captation et de système de dépoussiérage par filtres à manche (pesage, aspiration et chargement en fût ou autre contenant).

VII.4. - Stockages d'alcool isopropylique : réservoirs aériens de 15 m³ et 30 m³

Les dispositions constructives de réservoir ne s'applique pas au réservoir de 15 m³ datant de l'origine de l'usine (1955).

- 4.1. Les réservoirs sont aériens, en plein air.

Si le dépôt est en plein air et s'il se trouve à moins de 6 mètres de bâtiments occupés ou habités par des tiers, ou d'un emplacement renfermant des matières combustibles, il en sera séparé par un mur en matériaux incombustibles, coupe-feu de degré 2 heures, d'une hauteur minimale de 2 mètres. Si des bâtiments voisins touchent le mur, le dépôt sera surmonté d'un auvent incombustible et pare-flammes de degré 1 heure, sur une largeur de 3 mètres en projection horizontale à partir du mur séparatif ;

- 4.2. Chaque réservoir est associé à une cuvette de rétention étanche de capacité minimale équivalente à 100 % de la capacité du réservoir.

Les parois des cuvettes devront être de stabilité au feu degré 4 heures, résister à la poussée des produits éventuellement répandus et ne pas dépasser 3 mètres de hauteur par rapport au niveau du sol extérieur.

4.3. Les réservoirs fixes métalliques devront être construits en acier soudable. Il peuvent être de différents types, généralement cylindriques à axe horizontal ou vertical.

1°) S'ils sont à axe horizontal, il devront être conformes à la norme NF M-88 512, et sauf impossibilité matérielle due au site, être construits en atelier ;

2°) S'ils sont à axe vertical et construits sur un chantier, ils devront être calculés en tenant compte des conditions suivantes :

a) leur résistance mécanique devra être suffisante pour supporter :

- le remplissage à l'eau et les surpression et dépression définies au 4°
- le poids propre du toit
- les effets du vent et la surcharge due à la neige, en conformité avec les règles NV du ministère de l'équipement
- les mouvements éventuels du sol.

b) Le taux de travail des enveloppes métalliques, calculé en supposant le réservoir rempli d'un liquide de densité égale à 1, devra être au plus égal à 50 % de la résistance de la traction.

Les réservoirs visés aux 1° et 2° ci-dessus devront être conçus et fabriqués de telle sorte qu'en cas de surpression accidentelle il ne se produise de déchirure au-dessous du niveau normal d'utilisation.

4.4. Les réservoirs devront subir, sous le contrôle d'un service compétent, un essai de résistance et d'étanchéité comprenant les opérations suivantes :

a) premier essai :

- remplissage d'eau jusqu'à une hauteur dépassant de 0,10 mètre la hauteur maximale d'utilisation ;
- obturation des orifices ;
- application d'une surpression de 5 millibars par ajout de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir une surpression.

b) Deuxième essai :

- mise à l'air libre de l'atmosphère du réservoir ;
- vidange partielle jusqu'à une hauteur d'environ 1 mètre (cette hauteur devant être d'autant plus faible que la capacité du réservoir est elle-même faible) ;
- obturation des orifices ;
- application d'une dépression de 2,5 millibars par vidange de la quantité d'eau nécessaire pour obtenir cette dépression.

Equipements des réservoirs

- 4.5. Les réservoirs devront être maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent se déplacer sous l'effet du vent, des eaux ou des trépidations.

- 4.6. Le matériel d'équipement des réservoirs devra être conçu et monté de telle sorte qu'il ne risque pas d'être soumis à des tensions anormales en cas de dilatation, tassement du sol, etc.

Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

Les vannes de piétement devront être en acier ou en fonte spéciale présentant les mêmes garanties d'absence de fragilité.

- 4.7. Les canalisations devront être métalliques, être installées à l'abri des chocs et donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques.

- 4.8. Chaque réservoir devra être équipé d'un dispositif permettant de connaître, à tout moment, le volume du liquide contenu.

Ce dispositif ne devra pas, par sa construction et son utilisation, produire une déformation ou une perforation de la paroi du réservoir.

En dehors des opérations de jaugeage, l'orifice permettant un jaugeage direct devra être fermé par une tampon hermétique. Le jaugeage sera interdit pendant l'approvisionnement du réservoir.

Il appartiendra à l'utilisation, ou au tiers qu'il a délégué à cet effet, de contrôler, avant chaque remplissage du réservoir, que celui-ci est capable de recevoir la quantité de produit à livrer sans risque de débordement.

- 4.9. Chaque réservoir fixe devra être équipé d'une ou plusieurs canalisations de remplissage dont chaque orifice comportera un raccord fixe d'un modèle conforme aux normes spécifiques éditées par l'Association Française de Normalisation, correspondant à l'un de ceux équipant les tuyaux flexibles de raccordement de l'engin de transport.

En dehors des opérations d'approvisionnement, l'orifice de chacune des canalisations de remplissage devra être fermé par un obturateur étanche.

Dans la traversée des cours et des sous-sols, les raccords non soudés des canalisations de remplissage ou de vidange des réservoirs devront être placés en des endroits visibles et accessibles, ou bien ils devront être protégés par une gaine étanche, de classe MO et résistance à la corrosion.

Plusieurs réservoirs destinés au stockage du même produit pourront n'avoir qu'une seule canalisation de remplissage s'ils sont reliés à la base et si l'altitude du niveau supérieur de ces réservoirs est la même.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice devront être mentionnées, de façon apparente, la capacité du réservoir qu'elle alimente et la nature du produit contenu dans le réservoir.

- 4.10. Chaque réservoir devra être équipé d'un ou plusieurs tubes d'évent fixes, d'une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des canalisations de remplissage ou de vidange et ne comportant ni vanne ni obturateur.

Ces tubes devront être fixés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal du liquide emmagasiné, avoir une direction ascendante et comporter un minimum de coudes.

Ces orifices devront déboucher à l'air libre en un lieu et à une hauteur tels qu'ils soient visibles depuis le point de livraison. Ils devront être protégés de la pluie et ne présenter aucun risque et aucun inconvénient pour le voisinage.

Installations électriques :

- 4.11. Les dispositions générales en matière de sécurité notamment les mesures constructives sont applicables à ces stockages.

Protection contre l'incendie

- 4.12. Les réservoirs devront être reliés au sol par une prise de terre présentant une résistance d'isolement inférieure à 100 ohms. Par ailleurs, toutes les installations métalliques du stockage devront être reliées par une liaison équipotentielle.

- 4.13. Il est interdit de provoquer ou d'apporter dans le dépôt du feu sous une forme quelconque, d'y fumer ou d'y entreposer d'autres matières combustibles.

Cette interdiction devra être affichée de façon apparente aux abords du dépôt ainsi qu'à l'extérieur de la cuvette de rétention.

4.14. On devra disposer pour la protection du dépôt contre l'incendie d'au moins :

- deux extincteurs homologués NF M.I.H.- 55 B si la capacité du dépôt est inférieure ou égale à 500 m³
- deux extincteurs homologués NF M.I.H.- 55 B et un extincteur à poudre sur roues de 50 kilogrammes si la capacité du dépôt est supérieure à 500 m³
- d'un poste d'eau pouvant assurer un débit de 15 l/minute par mètre de circonférence du plus gros réservoir du dépôt.

Ce poste d'eau pourra être remplacé par une réserve d'eau suffisante pour assurer ce débit pendant une heure trente ;

VII.5. - Unité de broyage de matières colorantes solides

- Le bâtiment est construit entièrement en matériaux incombustibles. Les grosses pièces de charpente sont revêtues d'un enduit ignifuge. Les portes, incombustibles, s'ouvrent vers l'extérieur.
- L'ensemble des équipements et des canalisations sera relié par une liaison équipotentielle et sera mis à la terre.
- Les appareils utilisés pour les diverses opérations seront clos. Les émissions de poussières seront captées et dirigées vers un système de dépoussiérage par filtre à manche.
- Les manches filtrantes seront en matériaux antistatiques, les filtres à manches seront équipés d'évents de surpression.
- Une grille calculée de manière à retenir au mieux les corps étrangers sera implantée au niveau de l'alimentation du broyeur.
- En cas de défaut sur le moteur du broyeur, de surintensité sur le moteur, celui-ci devra s'arrêter automatiquement.
- Les équipements seront nettoyés périodiquement au moyen d'un aspirateur mobile.
- Les matériels électriques seront choisis conformément aux règles générales énoncées aux articles VI.2. et VI.4. (application de l'arrêté du 31 mars 1980).

VIII - CONTROLES

VIII.1. - Principes généraux

D'une manière générale, tous les rejets et émissions devront faire l'objet de contrôles périodiques ou continus par l'exploitant indépendamment de ceux inopinés ou non, que l'inspection des installations classées pourra demander. Ces contrôles devront permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement.

Les frais engendrés par l'ensemble de ces contrôles seront à la charge de l'exploitant.

VIII.2. - Contrôle des rejets atmosphériques

Les conduits et cheminées d'évacuation des rejets atmosphériques seront équipés :

- de dispositifs obturables et commodément accessibles permettant le prélèvement en discontinu et dans des conditions conformes aux normes françaises en vigueur, d'échantillons destinés à l'analyse. Ces contrôles seront réalisés annuellement et porteront sur les concentrations et flux en polluants émis suivants :
 - * atelier complexes de chrome
 - . chrome total et chrome VI
 - . acide chlorhydrique
 - . substances organiques
 - * réacteurs de sulfonation
 - . oxydes de soufre
 - . acide chlorhydrique
 - . substances organiques.

Le contrôle sera obligatoirement réalisé par un organisme extérieur.

VIII.3. - Contrôle des rejets d'eaux résiduaires

Les ouvrages de rejet d'eau résiduaires seront équipés de dispositifs permettant l'exécution dans de bonnes conditions du contrôle des rejets. Les échantillons qui seront prélevés sont destinés d'une part aux autocontrôles que réalise l'exploitant et d'autre part aux contrôles exercés par l'inspection des installations classées et la collectivité gestionnaire du réseau public d'assainissement. Les modalités de conservation des échantillons seront établies en accord avec ces services dans l'exercice des missions qui leur incombent.

L'exploitant est tenu également de permettre l'accès, à toute époque, à ces dispositifs aux agents de ces services.

Il pourra être procédé, par les agents de ces services, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents et dans les eaux réceptrices, et à leur analyse par un laboratoire agréé, à la charge de l'exploitant. Le nombre des contrôles à sa charge sera toutefois limité à quatre par an, sauf dans le cas où les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté ne seraient pas respectées.

L'exploitant réalisera, sur un échantillon journalier indexé au débit, les déterminations suivantes aux fréquences indiquées :

- contrôle journalier :
COT, cuivre, chrome
- contrôle hebdomadaire
Microtox, MES
- contrôle mensuel
phénol, NH_4^+ .

VIII.4. - Contrôle des émissions de bruit

Un contrôle de la situation acoustique sera effectué dans un délai de 1 an à compter de la date de notification de l'arrêté, par un organisme ou une personne qualifiés dont le choix sera soumis à l'approbation de l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au paragraphe V.4. du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.

VIII.5. - Contrôle des conditions d'élimination des déchets

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un récapitulatif des opérations effectuées au courant du trimestre précédent et relatives à l'élimination des déchets générateurs de nuisances, selon les modèles figurant en annexe 4.1. de l'arrêté ministériel du 4 janvier 1985 sus-indiqué.

VIII.6. - Contrôle de la qualité des eaux souterraines

L'exploitant fera réaliser semestriellement des prélèvements, conformément aux règles de l'art sur le(s) piézomètre(s) de son établissement. Les paramètres suivants seront contrôlés :

- DCO
- C.O.T
- phénol, chrome, cuivre.
- NO_3^- , NH_4^+

Le cas échéant, en fonction des conclusions de l'étude hydrogéologique les conditions de mesures et les paramètres à rechercher pourront être modifiés après concertation avec l'Inspecteur des Installations Classées.

VIII.7. - Transmission des résultats

L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées, dans le premier mois de chaque trimestre le récapitulatif des différents contrôles prévus précédemment dans son établissement.

Les résultats de tous ces contrôles seront commentés en particulier les phases d'éventuels dépassements seront analysées dans le but de définir les mesures à prendre pour y remédier.

ECHEANCIER

- 1° Rappel de l'échéancier pour les prescriptions qui ne sont pas applicables dès notification de l'arrêté préfectoral.

à compter de la
date de notification
de l'arrêté

III.3.2.	Capacité de rétention pour les stockages en fûts	2 ans
III.3.3.	Evaluation des besoins en capacité de rétention pour les eaux d'incendie susceptibles d'être polluées	1 an
III.4.6.	Respect de la norme cuivre	2 ans
III.5.	Piézomètre aval	6 mois
VI.6.2.	Liste des procédés Analyse complémentaire	1 an
VII.1.11.	toiture stockage oléum et chlorhydrine sulfurique	2 ans
VII.2.	Conformité aux dispositions des 2.2 et 2.3.	1 an
VII.3.	Conformité aux dispositions du 3.1	1 an
VIII.4	Contrôle de la situation acoustique	1 an

.../...

ARTICLE 9 :

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des installations classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau :




Christian AULEN

Fait à COLMAR, le **19 AOUT 1992**

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,
Le Secrétaire Général

Signé : Roger DURAND

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement).

La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif,
le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant,
il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.